

CHAPITRE 11. — *Modification de l'arrêté ministériel du 22 mars 2019 relatif aux règles de l'agrément et de la subvention d'une offre de soutien éducatif axée sur le groupe par les bénévoles destinée aux familles avec des enfants ou des jeunes ayant des besoins d'assistance spécifiques*

Art. 11. L'article 9 de l'arrêté ministériel du 22 mars 2019 relatif aux règles de l'agrément et de la subvention d'une offre de soutien éducatif axée sur le groupe par les bénévoles destinée aux familles avec des enfants ou des jeunes ayant des besoins d'assistance spécifiques est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. Le montant de subvention visé à l'article 61 de l'arrêté du 28 mars 2014 pour chaque offre agréée et subventionnée de soutien éducatif axée sur le groupe par les bénévoles destinée aux familles avec des enfants ou des jeunes ayant des besoins d'assistance spécifiques est basé sur un montant fixe majoré d'un montant variable.

Le montant fixe visé au premier alinéa pour une offre de soutien éducatif axée sur le groupe par les bénévoles destinée aux familles avec des enfants ou des jeunes ayant des besoins d'assistance spécifiques est de 45 803,64 euros (quarante-cinq mille huit cent trois euros soixante-quatre cents).

Le montant variable, visé au premier alinéa, est basé sur un montant de base composé du nombre de mineurs dans la zone d'action multiplié par 0,04 euros (quatre cents). Le montant de base est majoré du montant obtenu en multipliant l'indicateur composé par 20 % du montant de base et d'un montant qui prend en compte l'évolution de l'ancienneté pécuniaire, visée à l'article 61, § 1/1, premier alinéa, 3° de l'arrêté du 28 mars 2014.

Le montant de subvention maximum pouvant être accordé à une offre de soutien éducatif axée sur le groupe par les bénévoles destinée aux familles avec des enfants ou des jeunes ayant des besoins d'assistance spécifiques, compte tenu des crédits budgétaires disponibles, est de 100 081,57 euros (cent mille quatre-vingt-un euros cinquante-sept cents).

La subvention visée au présent article est liée à l'indice pivot applicable au 1 janvier 2019. Les montants sont indexés conformément à la loi du 1 mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public. L'adaptation a lieu chaque fois à partir du deuxième mois qui suit le mois où un indice pivot est atteint ou y est ramené. ».

CHAPITRE 12. — *Dispositions finales*

Art. 12. L'arrêté ministériel du 6 avril 2014 établissant les règles pour l'agrément et le subventionnement de la « Opvoedingslijn » est abrogé.

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1 janvier 2020.

Bruxelles, le 10 mars 2020.

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille
et de la Lutte contre la Pauvreté,

W. BEKE

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/30830]

23 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 20;

Vu le décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration, l'article 7/3, renuméroté par le décret du 14 mars 2019, l'article 8, §§ 1^{er} et 2, modifié par les décrets du 30 mars 2007 et du 14 mars 2019, l'article 8/1, alinéa 1^{er}, inséré par le décret du 14 mars 2019;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 1995 portant exécution du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration;

Vu le « *Test genre* » du 8 janvier 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 février 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 février 2020;

Vu l'avis n° 67.088/4 du Conseil d'État, donné le 8 avril 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'adoption du décret du 14 mars 2019 modifiant le décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration impose une révision en profondeur des modalités de fonctionnement de la Commission d'accès aux documents administratifs telles que déterminées par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 1995 portant exécution du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° décret du 22 décembre 1994 : le décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration;

2° Commission : la Commission d'accès aux documents administratifs visée à l'article 8 du décret du 22 décembre 1994;

3° fonctionnaires : les membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et des personnes morales de droit public relevant de la Communauté française.

Art. 2. La délivrance d'une copie d'un document administratif peut être soumise au paiement d'une rétribution fixée à 0,10 EUR par page.

CHAPITRE 2. — *La Commission d'accès aux documents administratifs*

Art. 3. Les recours et demandes d'avis visés à l'article 8, § 2, du décret du 22 décembre 1994 sont adressés par envoi recommandé à l'adresse suivante :

Commission d'accès aux documents administratifs

Ministère de la Communauté française

Boulevard Léopold II, 44

1080 Bruxelles

Les recours et demandes d'avis peuvent également être adressés par courriel à l'adresse cada@cfwb.be

Art. 4. Chaque membre de la Commission est désigné pour un mandat de quatre ans renouvelable.

A la demande du Président ou de tout membre, et après audition de la personne visée, le Gouvernement peut mettre fin anticipativement au mandat du président ou de tout membre dans les cas suivants :

1° s'il porte atteinte à la dignité de sa fonction;

2° s'il ne respecte pas le caractère confidentiel des délibérations ou diffuse des documents confidentiels auxquels il a accès dans l'exercice de son mandat;

3° s'il participe aux délibérations de la Commission alors qu'il se trouve dans la situation visée à l'article 6.

Art. 5. § 1^{er}. Le Président dirige les débats. Il désigne, pour chaque dossier, un membre rapporteur. Il fixe, en concertation avec le secrétaire, la date des réunions et en établit l'ordre du jour.

Le secrétaire envoie au Président et à chaque membre de la Commission, pour chacune des réunions de celle-ci, une convocation contenant l'ordre du jour, accompagnée de la documentation nécessaire.

Chaque convocation est envoyée au moins trois jours ouvrables avant la date de la réunion.

§ 2. En cas d'empêchement ou d'absence d'un membre, celui-ci est remplacé par son suppléant.

Si un membre démissionne ou cesse pour une raison quelconque de faire partie de la Commission, son suppléant achève le mandat.

Si le Président est empêché, démissionne ou cesse pour une raison quelconque de faire partie de la Commission, ses missions sont remplies par le vice-président.

Art. 6. Il est interdit aux membres de la Commission d'être présents à une délibération portant sur un cas auquel ils ont un intérêt personnel ou auquel leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré ont un pareil intérêt.

Il est en outre interdit aux membres de la Commission d'être présents à une délibération sur des cas pour lesquelles ils ont été directement impliqués dans la décision administrative à l'égard de laquelle une demande d'avis ou un recours a été introduit.

Art. 7. La Commission ne peut délibérer valablement que si son Président ou son Vice-président, ainsi que deux de ses membres sont présents.

Les décisions et avis sont pris à la majorité simple des suffrages exprimés. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

Les décisions et avis sont motivés.

Art. 8. La participation aux réunions de la Commission donne droit, pour les membres qui ne sont pas fonctionnaires, à un jeton de présence dont le montant est fixé comme suit :

1° Président : 100 EUR;

2° Membre : 75 EUR.

Ces montants sont indexés annuellement en fonction du rapport entre l'indice santé du mois de janvier de l'année en cours et celui du mois de janvier de l'année d'entrée en vigueur du présent arrêté. Ils couvrent les travaux de préparation des dossiers.

Les membres de la Commission qui ne sont pas fonctionnaires bénéficient du régime d'indemnisation prévu par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Art. 9. La Commission adopte un règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est publié au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le secrétariat de la Commission est assuré par un membre du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 11. Les frais de fonctionnement de la Commission et de son secrétariat sont pris en charge par le budget de la Communauté française.

CHAPITRE 3. — *Dispositions finales*

Art. 12. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 1995 portant exécution du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration est abrogé.

Art. 13. Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 23 avril 2020.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles

Enseignement,

Fr. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/30830]

23 APRIL 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur, artikel 7/3, hernummerd bij het decreet van 14 maart 2019, artikel 8, §§ 1 en 2, gewijzigd bij de decreten van 30 maart 2007 en 14 maart 2019, artikel 8/1, eerste lid, ingevoegd bij het decreet van 14 maart 2019;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 april 1995 ter uitvoering van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur;

Gelet op de "Gendertest", op 8 januari 2020 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 4 februari 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 20 februari 2020;

Gelet op het advies nr. 67.088/4 van de Raad van State, verleend op 8 april 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanneming van het decreet van 14 maart 2019 tot wijziging van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur, een grondige herziening vereist van de werkwijze van de Commissie voor de toegang tot administratieve documenten, zoals bepaald in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit gelden de volgende definities:

1° decreet van 22 december 1994 : het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur;

2° Commissie : de Commissie voor de toegang tot administratieve documenten bedoeld in artikel 8 van het decreet van 22 december 1994;

3° ambtenaren : personeelsleden van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap en publiekrechtelijke rechtspersonen die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

Art. 2. Voor de afgifte van een kopie van een administratief document kan een vergoeding van 0,10 euro per bladzijde worden gevraagd.

HOOFDSTUK 2. — *De Commissie voor de toegang tot administratieve documenten*

Art. 3. De in artikel 8, § 2, van het decreet van 22 december 1994 bedoelde beroepen en aanvragen om advies worden aangetekend verzonden naar het volgende adres:

Commission d'accès aux documents administratifs

Ministère de la Communauté française

Boulevard Leopold II, 44

1080 Bruxelles

Beroepen en aanvragen om advies kunnen ook per e-mail worden verstuurd naar cada@cfwb.be

Art. 4. Elk lid van de Commissie wordt benoemd voor een hernieuwbare termijn van vier jaar.

Op verzoek van de voorzitter of elk lid en na de betrokkene te hebben gehoord, kan de Regering het mandaat van de voorzitter of elk lid voortijdig beëindigen in de volgende gevallen :

1° als het de waardigheid van zijn ambt aantast;

2° indien hij het vertrouwelijke karakter van de beraadslaging niet eerbiedigt of vertrouwelijke documenten waartoe hij in het kader van de uitoefening van zijn mandaat toegang heeft, verspreidt;

3° indien hij aan de beraadslagingen van de Commissie deelneemt terwijl hij zich in de in punt 6 bedoelde situatie bevindt.

Art. 5. § 1. De voorzitter leidt de debatten. Hij wijst voor elk dossier een verslaggever aan. In overleg met de secretaris stelt hij de datum van de vergaderingen vast en stelt hij de agenda op.

De secretaris stuurt de Voorzitter en elk lid van de Commissie voor elk van zijn vergaderingen een oproeping met de agenda en de nodige documentatie.

Elke oproeping wordt ten minste drie werkdagen voor de datum van de vergadering verzonden.

§ 2 Indien een lid verhinderd of afwezig is, wordt hij vervangen door zijn plaatsvervanger.

Indien een lid ontslag neemt of om welke reden dan ook ophoudt lid van de Commissie te zijn, voltooit zijn plaatsvervanger de ambtstermijn.

Indien de Voorzitter verhinderd is, ontslag neemt of om welke reden dan ook ophoudt lid van de Commissie te zijn, wordt zijn ambt door de ondervoorzitter uitgeoefend.

Art. 6. Het is de leden van de Commissie verboden aanwezig te zijn bij een beraadslaging over een aangelegenheid waarin zij een persoonlijk belang hebben of waarin hun ouders of familieleden tot de vierde graad een dergelijk belang hebben.

Het is de leden van de Commissie tevens verboden aanwezig te zijn bij een beraadslaging over gevallen waarin zij rechtstreeks betrokken zijn geweest bij de administratieve beslissing ten aanzien waarvan een aanvraag om advies of een beroep is ingediend.

Art. 7. De Commissie kan slechts geldig beraadslagen indien haar Voorzitter of Ondervoorzitter en twee van haar leden aanwezig zijn.

De beslissingen en adviezen worden genomen met een gewone meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de Voorzitter doorslaggevend.

De beslissingen en adviezen worden met redenen omkleed.

Art. 8. Deelname aan vergaderingen van de Commissie geeft de leden die geen ambtenaar zijn recht op een presentiegeld, waarvan het bedrag als volgt wordt vastgesteld:

1° Voorzitter: 100 EUR;

2° Lid: 75 EUR.

Deze bedragen worden jaarlijks geïndexeerd volgens de verhouding tussen het gezondheidsindexcijfer van januari van het lopende jaar en dat van januari van het jaar waarin dit besluit in werking treedt. Zij dekken de werkzaamheden ter voorbereiding van de dossiers.

De leden van de Commissie die geen ambtenaar zijn, komen in aanmerking voor de vergoedingsregeling van het Koninklijk Besluit van 18 januari 1965 tot vaststelling van het algemeen reglement op de reiskosten.

Art. 9. De Commissie stelt een huishoudelijk reglement vast. Het wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 10. Het secretariaat van de Commissie wordt verzorgd door een personeelslid van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 11. De werkingskosten van de Commissie en haar secretariaatactiviteiten komen ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK 3. — Slotbepalingen

Art. 12. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur wordt opgeheven.

Art. 13. De Minister die bevoegd is voor ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 april 2020.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-president,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, voor Gelijke Kansen en het Toezicht op WBE,
Fr. DAERDEN